

La vraie vie du Parti

Les nouveaux rédacteurs de l'Humanité n'ont pas apporté de changement à la tenue du journal. Ils pratiquent la même méthode de bluff.

A part celui de la « guerre imminente » qui commençait à s'user, les clichés de leurs prédécesseurs passent et repassent sans arrêt.

C'est ainsi que l'Humanité du 31 décembre nous apprend que « sous la pression des masses ouvrières le gouvernement est contraint de jeter du lest... en remettant les peines de cinq grévistes de journaux communistes et de cinq distributeurs de l'Avant-Garde. »

Cette pression de masses doit être un phénomène invisible à l'œil nu, car nous savons que les ouvriers sont les premiers étonnés d'apprendre son existence.

D'ailleurs le gouvernement lui-même, n'en déplaie à Florimond Bonte, ne fut guère gêné. L'Humanité du 1^{er} janvier, en publiant le tableau des « grâces » qu'elle qualifie, justement cette fois, d'insolent défi de Tardieu, le démontre clairement. Elle démontre aussi, et c'est grave, qu'elle s'est moquée, la veille, de ses lecteurs et des ouvriers.

En pareil cas, la bonne méthode communiste consiste à dire la vérité aux ouvriers.

Il fallait montrer la faiblesse de réaction populaire devant les abus du pouvoir ; en dénoncer les causes et proposer des remèdes. Ces remèdes, l'Opposition continuera à les proposer et, tôt ou tard, une vraie « pression des masses » les imposera et écrasera les bureaucrates incapables de les appliquer.

Le premier résultat de ce bourrage de crâne commence à se faire sentir. De nombreux camarades ne lisent plus l'Humanité. Le tirage pour Paris qui était de 40.000 exemplaires au lancement fait à l'occasion de la publication en feuilleton de « A Pouest rien de nouveau » est descendu à 30.000... Pour toute la France le tirage est de 180.000 exemplaires, mais quel est maintenant le chiffre de vente quand les « bouillons » sont décomptés ?

L'Humanité qui s'empresse de signaler et de grossir tout fait tendant à démontrer l'accord unanime des

membres du P. C. avec la Direction, cache soigneusement à ses lecteurs le nombre de démissions que le Parti enregistre en ce moment.

Elle cache encore plus soigneusement, attendant le moment propice de les changer en exclusions, celles venant de militants connus.

Notons pour aujourd'hui, la démission de Teulade qui demain sera sans doute exclu et qualifié de traître, ce qui évitera de donner des explications sérieuses sur son geste.

Il est vrai que depuis longtemps la Direction a rompu avec cette stupide méthode « social-démocrate » qui consiste à renseigner la base sur les agissements des « sommets ».

Les cochons de payants en connaissent toujours assez, et la communication des décisions du centre doit leur suffire.

C'est ainsi que les camarades qui ne peuvent se renseigner qu'aux colonnes de l'Humanité viennent seulement d'apprendre qu'il existe une « affaire » Jany et une « affaire » Revoivre — Revoivre, rédacteur à l'Humanité, est blâmé sévèrement pour ses propres inconséquences et ses maladrotes.

La C.C.C.P. approuve la décision du centre qui l'a écarté de la rédaction de l'Humanité.

Elle le frappe de suspension du P. C. pour une durée d'un an.

Pour renseigner complètement les camarades, nous devons rectifier une affirmation de la C.C.C.P. Revoivre ne fut pas inconséquent. Policier, en délégation à l'Humanité, il a fait consciencieusement son travail et a permis à ses patrons, Chiappe et Tardieu, d'être bien renseignés sur le Parti.

Ce que le centre qui n'ignorait pas cette « qualité » (il fut dénoncé il y a quelques mois) peut reprocher à Revoivre, c'est sa maladresse, qui l'a perdu...

Son copain, Jany, frappé de suspension pour un an, pour ses actions « impulsives » « intolérables » « violentes », fait partie de la même maison. C'est grâce à lui que le gouvernement a entre les mains la correspondance des camarades soldats. — Ces deux-là sont jugés, mais quand la base demandera-t-elle des comptes à ceux qui les ont protégés ? Lui faudra-t-il encore quelques scandales de ce genre pour qu'elle impose enfin son contrôle salutaire ?

R. D.

ALLEMAGNE

Mise au point

LE PARTI ABANDONNE TOUT TRAVAIL SYNDICAL

Au printemps prochain auront lieu en Allemagne les élections pour les Conseils d'entreprise. Il semble que le P. C. allemand veuille, à cette occasion, pousser plus avant sa politique de sabotage de tout travail syndical en présentant des listes « rouges » comme il a fait aux élections de 1929.

D'après les prescriptions de la C.G.T. allemande, ses adhérents ne peuvent figurer que sur des listes pures, c'est-à-dire qu'il est interdit aux syndiqués de se faire porter sur des listes autres que celles élaborées dans les assemblées syndicales, et composées uniquement de noms d'adhérents de la C.G.T. Aucun nom d'inorganisé ou d'adhérent d'autres organisations syndicales n'est accepté.

Le Congrès de l'Opposition syndicale révolutionnaire, convoqué dernièrement par le P. C., a décidé de passer outre à toutes ces prescriptions, de boycotter les listes de la C.G.T. et de présenter des listes « rouges » indépendantes, sur lesquelles doivent — en dehors des communistes — figurer également les noms d'inorganisés proportionnellement à leur nombre dans l'entreprise. On ne présentera donc plus aucune liste de syndiqués oppositionnels dans les assemblées de la C.G.T.

Le P. C. allemand cesse ainsi de plus en plus tout travail dans les syndicats réformistes dénoncés comme « social-fascistes ».

Constatons, en passant, que la C.G.T. allemande compte dans ses 34 Fédérations nationales, 4.866.000 adhérents, 10 % de plus que l'année dernière. La Fédération des Métaux compte à elle seule un million d'adhérents. Seul, un opportuniste avéré peut concevoir l'idée d'aller travailler parmi cette bande de social-fascistes !

On se rappelle qu'à l'occasion des dernières élections aux Conseils d'entreprises, pas mal de bruit fut fait sur les victoires magnifiques remportées par les listes « rouges ». Dans la plupart des cas, il s'agissait en réalité d'un simple changement d'étiquette puisque les membres du Parti qui, auparavant, avaient figuré sur les listes syndicales de la C.G.T. s'étaient fait porter sur des listes « rouges »...

La Vérité consacre une demi-colonne de son numéro 15 à des faits signalés par le camarade Henri Lacroix (Groupe espagnol du Luxembourg) et qui ont, sans doute, une importance exceptionnelle pour l'Opposition communiste. Voici : 1° Le Libérateur a publié une liste de souscription dans laquelle le Groupe espagnol est inscrit pour 82 fr. et, selon Lacroix, on pourrait croire, en voyant cela, que ce groupe soutient la politique du Libérateur, ce qui n'est pas ; 2° Dionnet a demandé au groupe espagnol une collaboration à l'Opposition et, cependant, un article de ces camarades sur le conflit sino-russe n'a pas été publié ; la rédaction a donc voulu étouffer un point de vue contraire au sien, conclut Lacroix. Et il réclame une explication qui, selon lui, ne serait pas superflue.

Petites questions auxquelles il est regrettable de devoir consacrer une place précieuse. Répondons cependant pour éviter les interprétations malencontreuses : 1° Nous avons en effet publié, dans le numéro 2 du Libérateur, une liste de souscription dans laquelle le Groupe espagnol est inscrit pour 82 fr. qu'il a effectivement envoyés à l'Opposition. L'intitulé de la souscription porte en toutes lettres : « Nous continuons ici la publication des souscriptions envoyées tant à l'Opposition qu'au Libérateur. » La souscription ne paraît pas « plusieurs mois » après sa remise, comme le prétend Lacroix, mais dans un numéro daté du 5 décembre (donc comploté fin novembre-début décembre), alors que la souscription a été envoyée avec l'article courant octobre 1929. Où est donc ici « l'absurde inopportunité » ? La souscription est publiée à son tour, comme elle devait l'être : que n'eût-on pas dit, avec raison, si elle avait été omise ? 2° L'article de Lacroix n'a pas été publié. C'est vrai. Pour une raison bien simple : il est arrivé trop tard, alors qu'il avait été demandé, Lacroix le reconnaît, « dès l'origine de la discussion ». Nous avons fait l'effort de donner un numéro double de l'Opposition, le 21 septembre 1929, pour consacrer une large place à la controverse sur le conflit sino-russe (16 pages 1/2), mais nous ne pouvions pas consacrer au sujet une rubrique permanente ; c'est pourquoi nous n'avons pas publié nos plus approbations chaleureuses de notre point de vue que nous avions reçues, celle de Djoukitch entre bien d'autres.

Nous n'aurions pas publié l'article « parce qu'il n'est pas favorable à notre fautive orientation » ? Lacroix veut dire : « Si nous avions craint la contradiction, on conviendrait qu'il eût été préférable d'écartier l'article de Trotsky ou celui de Landau (qui nous avait laissé le soin de décider de sa parution ou de son utilisation pour notre discussion intérieure) plutôt que de censurer celui de Lacroix ! C'est trop évident pour qu'il soit besoin d'insister. »

Notons qu'il est un peu étrange de rencontrer une telle critique dans la Vérité. Cette revue n'a pas publié sur le conflit sino-russe qu'un point de vue : celui de Trotsky. Bien plus, elle a protesté contre tous ceux qui en avaient un autre, ajoutant que, pour elle, la discussion était close. Et c'est nous qui mettons la lumière sous le boisseau ! Ne nous troublons pas : « Vérité » en deca de ses colonnes, erreur au delà...

Les mouchards dans le Parti

Le procès Clément a mis à l'ordre du jour, la question des policiers dans le Parti. Leur pénétration y est facilitée par le système de recrutement. L'Opposition communiste, avant son exclusion, signala au Parti le danger qu'offrait le système de recrutement en vigueur. Depuis notre exclusion, nous avons essayé, dans l'Opposition, de mettre la puce à l'oreille des communistes sincères.

Pour rentrer au Parti, il fallait, après Tours, avoir de sérieuses références, être présenté par un camarade, être syndiqué et, bien souvent, une enquête était faite.

La bolchevisation a modifié ce système de recrutement, et simplifié la besogne : toutes les demandes sont acceptées, il suffit d'écrire au Parti pour être affecté à une cellule.

Nous avons vu, en 1926, pendant une période de recrutement, qu'il suffisait de découper dans l'Humanité une formule qu'on se bornait à remplir et à envoyer au Parti. Mille adhésions ont été ainsi ratifiées rue Grange-aux-Belles, en une seule séance.

Un grand nombre de patrons ont ainsi fait rentrer leurs mouchards dans les cellules ; quelques jours après, les communistes étaient chassés de l'usine.

Le mal n'a fait que s'aggraver. Et d'ailleurs la même formule d'adhésion continue à orner la dernière page de l'Humanité...

La police peut facilement placer ses hommes avec mission d'être dans la « ligne », afin de gravir rapidement les échelons et d'avoir la bonne place pour donner les renseignements utiles.

Pour toute excuse, les dirigeants du Parti déclarent que dans tout Parti révolutionnaire, la police fait pénétrer ses hommes. C'est incontestable, mais dans notre Parti communiste, la tâche leur est facilitée du fait qu'aucune précaution n'est prise.

Personne ne conteste que dans le Parti, des policiers occupent des postes responsables, c'est ainsi que les « six » ont écrit dans leur brochure :

« Ce dossier du complot ne contient-il pas certains papiers accusateurs, dont la rencontre a stupéfié les avocats, papiers qui, s'ils sont à un certain moment présentés au grand jour, feront autrement de bruit que la protestation des six ? »

Aucun démenti n'a paru dans l'Humanité. Que faut-il en conclure ?

A notre tour nous allons essayer d'éclairer la lanterne des communistes hométes, en posant la question :

Qui protégeait Journal ? En mars 1926, Matta, trésorier du 4^e rayon (1), ramassa au cours d'une réunion à la Grange-aux-Belles une feuille tombée de la poche de Journal, alors membre du Comité de ce rayon. Matta en avisa un camarade, qui l'accompagna à la Région Parisienne, où Costes prit note.

Quelques jours après, ce camarade, s'informant du résultat de l'enquête, fut avisé par Costes lui-même que Journal avait été chargé par le Parti d'un service de surveillance et que l'affaire était classée.

Deux semaines plus tard, la Région Parisienne s'installa au 106, rue Lafayette. Qui présidait aux installations du matériel, comme menuisier ? Journal !

Peu de temps après, le secrétaire du 4^e rayon, malade, dut se retirer. Qui le remplaça avec l'assentiment du Centre ? Encore Journal !

Au procès de Clément, Berthon utilisa la feuille de notes trouvée en 1926, pour prouver le rôle de provocateur de Journal. Mais qui trompait-on ?

Qui a étouffé l'enquête provoquée en mars 1926 ?

Qui a fait pénétrer Journal au 106, rue Lafayette, où il a effectué des travaux de menuiserie, qui devaient permettre de dissimuler certains documents ?

Qui, enfin, a poussé Journal au Secrétariat du 4^e rayon ?

Un « collègue » bien placé, sans doute !

C. DELSOL.

(1) Exclu par la suite pour malversation.

Camarade,

Si tu veux connaître la vie et l'histoire de l'Opposition Communiste, demande nous : la collection complète de CONTRE LE COURANT (Deux années — 38 numéros) Dans un but de propagande, et provisoirement, la collection complète sera expédiée franco au prix exceptionnel de 30 francs.

La crise de l'Opposition belge

L'Opposition en Belgique traverse une crise grave. Cette crise n'est qu'un des aspects de la crise internationale qui a surgi au moment de la discussion sur le conflit sino-russe, et que nous avons caractérisée dans l'Opposition. C'est donc seulement une solution internationale qu'il faut rechercher ; nous n'avons d'ailleurs pas abandonné l'idée d'une conférence internationale mise en avant il y a quelques mois : la crise belge par ses enseignements doit préparer et hâter un dénouement qui, mettant fin à l'éparpillement de l'Opposition, en fera une force cohérente et substantielle.

Dans notre numéro de septembre 1928 de l'Opposition, nous avons consacré une large place au conflit sino-russe en donnant les principales opinions exprimées en sens contraire, nous avons reproduit un article du camarade Van Overstraeten, leader de l'Opposition belge, par Van Overstraeten, y dénonçant le caractère « contre-révolutionnaire » de la politique de Staline dans le conflit sino-russe. L'opinion de Van Overstraeten fut adoptée d'abord dans l'ensemble par l'Opposition belge. Mais l'article de Trotsky publié quelques semaines plus tard, combattant avec violence le point de vue apporté par l'Opposition, vint jeter le trouble chez les camarades belges, comme d'ailleurs chez ceux d'Allemagne, des Etats-Unis et même de France. Ce n'est pas ici le lieu de discuter de cet article auquel il a été répondu de façon complète dans l'Opposition (septembre 1929). En fait l'attaque de Trotsky, complétée dans sa brochure « La défense de l'U. R. S. S. et l'Opposition » mettait en accusation — tous dans le même sac ! — Louzon, Urbahns, l'Opposition et Van Overstraeten et condamnait péle-mêle des opinions n'ayant de commun que leur divergence avec celle de Trotsky mais présentant entre elles des différences importantes. Procédé bien singulier que celui qui consiste à emprunter à chacun un fragment de son opinion pour fabriquer un monstre, un « pot-pourri » qui n'a plus rien de commun avec aucune des opinions exprimées et que l'on se propose de réfuter !

C'est alors que certains camarades belges, ceux de Charleroi, se ravisèrent, et Trotsky écrivit un article pour convaincre spécialement Van Overstraeten de son erreur — d'un ton très différent, cet article de celui qui nous avait donné du « criminel » bien que Van Overstraeten ait été incomparablement plus loin que nous, du ton réservé, selon l'expression consacrée du Comintern, à « ceux qui ont du monde derrière eux ! » Rien n'y fit : Van Overstraeten, maintint son point de vue contraire à celui de Trotsky, le précisa, tout en s'affirmant pour la défense de l'U. R. S. S. Ce point de vue, comme le nôtre d'ailleurs, ne diffère cependant à plus d'un titre, fut accusé par des oppositionnels zélés d'être trop complexe, pas assez net. A un tel reproche il n'y a rien à répondre d'autre que ceci : heureux les dialecticiens qui, devant un problème de la complexité de celui apporté par le conflit sino-russe s'en tirent par « oui » ou par « non » ; tirons leur notre coup de chapeau, incapables que nous sommes de les imiter...

La discussion dans l'Opposition belge aboutit au résultat suivant : la majorité s'en tint au point de vue exprimé par Van Overstraeten ; mais la Fédération de Charleroi, la plus importante de l'Opposition belge, revisant sa conception première, adopta le point de vue de Trotsky, disant qu'elle s'était d'abord laissée « influencer par la position prise par la revue oppositionnelle l'Opposition », et les articles de Louzon... (sic), mais qu'elle était désormais revenue de son erreur. On voit par là combien avait été confuse la discussion, et combien la polémique de Trotsky avait mal servi à l'éclaircissement des questions : que les camarades de Charleroi puissent considérer comme une seule et même opinion celle de Louzon et celle de l'Opposition, c'est le signe qu'ils n'ont sérieusement analysé ni l'une ni l'autre, car les différences sont essentielles, et elles sautent aux yeux : où Louzon écrivait impérialisme, nous

disions tendance nationale des nouveaux possédants s'exprimant à travers la bureaucratie ; où il préconisait de « rendre l'Est Chinois », nous affirmions qu'on devait le garder dans certaines conditions...

Mais le désaccord au sein de l'Opposition belge, si important qu'il fut, n'apparaissait pas comme devant mettre en jeu l'unité même de l'Opposition. Dans l'appréciation du degré de dégénérescence de la bureaucratie et des effets de cette dégénérescence sur la politique extérieure de l'U.R.S.S., il peut y avoir des divergences tant que les uns et les autres sont d'accord sur le fait que la Révolution n'est pas liquidée. Et ces divergences doivent se résoudre après une discussion loyale dans une action disciplinée. Mais si l'on transporte dans l'Opposition les mœurs de l'Internationale décadente, si l'on dénature les opinions, si l'on proscriit la discussion comme criminelle au nom d'une « ligne » imposée d'en haut, alors toute divergence porte en elle des germes de scission.

C'est ce qui se produit dans l'Opposition belge. La Fédération de Charleroi prend acte du désaccord sur le conflit sino-russe pour refuser de diffuser le Communiste, journal de l'Opposition belge, « aussi longtemps que la majorité du Comité Central défendra l'abandon du Chemin de fer de l'Est Chinois » ; cette position du Comité Central étant par ailleurs qualifiée de « contre-révolutionnaire ».

Dans le numéro du Communiste du 22 décembre, qui nous donne cette nouvelle, nous en voyons déjà la première conséquence : la parution hebdomadaire du journal de l'Opposition belge s'en est trouvée dès l'abord compromise (il n'a pas paru le 15 décembre) et les camarades de la majorité indiquent sans ambages que la décision de la Fédération de Charleroi, si elle était maintenue, mettrait en jeu l'existence du journal et l'unité même de l'Opposition belge ; l'édition française du Communiste tire en effet à 1.600-1.700 et sur ce nombre les camarades de Charleroi en plaçaient plus de 800 ! Les camarades de Charleroi ne peuvent pourtant pas prétendre qu'ils sont boycottés dans l'organe de l'Opposition belge, mais ils entendraient empêcher les camarades de la majorité de défendre un point de vue qui paraît à Charleroi « mauvais »...

Pratiquement la question sino-russe ne se pose plus aujourd'hui ; le conflit est liquidé sur la base du statu quo ante ; c'est une raison de plus pour les camarades de Charleroi de ne pas persévérer dans une attitude qui mènerait à la scission de l'Opposition. La majorité du Comité Central les convie à la discussion ; en s'y refusant ils donneraient à penser qu'ils sont hostiles à toute discussion du point de vue de Trotsky ». (Le Communiste, 22 décembre 1929). Semblable orthodoxie a déjà fait ailleurs ses ravages dans l'Opposition, précisément à propos du même conflit sino-russe. Il y a bien là plutôt qu'un conflit de principe entre des oppositionnels « un très sérieux désaccord sur la manière de développer l'action de l'Opposition internationale », comme le disent aujourd'hui les camarades de la majorité de l'Opposition belge.

Nous n'avons pas ici été spécialement favorisés par les camarades du Communiste avec lequel nous nous sommes efforcés longtemps et sans grand succès d'établir une liaison stable. Depuis nos désaccords avec Trotsky sur cette question, ils se sont eux aussi opposés à toute discussion du point de vue de Trotsky » en prenant le parti de nous ignorer dans le même temps où ils soutenaient ostensiblement la publication des oppositionnels orthodoxes d'ici... Mais, peu importe ! Ce qui importe, c'est de sauver l'Opposition internationale de la destruction en précisant sa base de principe au cours d'une saine discussion internationale. Ce qui importe, c'est d'instaurer dans l'Opposition des méthodes autres que celles qui corrompent l'Internationale. A ces tâches nous nous emploierons de toutes nos forces avec les camarades de Belgique et d'ailleurs qui réalisent le danger. M. P.

APPEL DES ETUDIANTS D'ATHENES

A tous les étudiants du monde
A tout homme libre et civilisé
A tous les savants...

Depuis vingt jours nous menons une lutte dure contre les mesures réactionnaires du gouvernement et du Rectorat qui tendent à exclure de l'Université tous les étudiants provenant de classes pauvres et laborieuses, et à faire de l'éducation supérieure un privilège de la classe riche.

Toutes les forces armées sont jetées contre nous. Des luttes s'engagent quotidiennement dans les rues entre les étudiants et la police. Il y a jusqu'aujourd'hui un grand nombre de blessés. L'Université est prise par l'armée.

Les prisons sont pleines d'étudiants. Vingt de nos camarades détenus se résolurent à la grève de la faim et, depuis cinq jours, se trouvent en face de la mort.

La direction des télégraphes, par ordre du gouvernement, refusa d'accepter notre protestation adressée à Einstein.

Etudiants de tous les pays ! Nous, étudiants d'Athènes, menons à 6.000 la plus dure et la plus juste des luttes : Nous la mènerons jusqu'au bout.

Protectez contre la réaction du gouvernement venizeliste. Demandez à tout homme libre et honnête qui croit que l'éducation ne doit pas être le privilège des riches, de se trouver à notre côté !

Aidez-nous à sauver de la mort nos camarades détenus !

C'est le devoir de tout homme civilisé.

Le Comité de la lutte :

GHIOCAS, CHRISTAKIS, ANASTASSIADIS, DARAKIS, MILOLIDAKIS.

Athènes, le 14 décembre 1929.

Entre camarades

Nous voici au quatrième numéro du Libérateur. Certes, les encouragements ne nous manquent pas, et bien des camarades nous ont déjà envoyé avec leur abonnement des listes de « possibles ». Mais nous ne saurions nous contenter de ces résultats qui ne permettent même pas d'assurer notre parution bi-mensuelle. Ce que nous répétons depuis le début prend une importance toujours plus grande : il faut que nos lecteurs nous donnent le moyen de vivre ! Que nos amis nous entendent, que ceux qui n'ont pas répondu encore n'attendent pas pour le faire que nous jetions le suprême cri d'alarme. Il faut gagner notre existence en activant la rentrée des abonnements et des souscriptions. Les copains du Comité de Rédaction se sont tous imposés une cotisation mensuelle, les membres du Groupe de Paris ont en général fait de même : que les camarades qui le peuvent en province et à l'étranger participent également à cet effort. Mais l'essentiel c'est encore de faire connaître le Libérateur, de le faire acheter, de faire des abonnements autour de soi.

Et puis il ne s'agit pas de se satisfaire du bi-mensuel. Le bi-mensuel n'est qu'une étape, une étape qui doit être aussi brève que possible. Pour assurer l'action politique de l'Opposition Communiste il faut au moins l'hebdomadaire. Tous les camarades qui pensent comme nous et à qui nous apportons la garantie de plusieurs années de travail oppositionnel, doivent nous aider à publier rapidement le Libérateur hebdomadaire, le journal de l'Opposition.

Adressez les fonds à Delsol, chaque postal 1392-18, Paris.

Abonnez-vous ! Souscrivez ! Diffusez le Libérateur !

Le Gérant : Delsol.

Imprimerie Labor

8, Bd de Vaugivard, Paris

A IVRY

Nous avons reçu au sujet du Sous-Rayon d'Ivry, une lettre du camarade Henri Méric, que nous reproduisons ci-dessous :

Je ne dirai rien sur les méthodes des combinards et des goujats qui ont écrit une salété dans l'Aube à mon égard, je ne dirai rien de la combine préparée contre Marrane, lorsqu'il s'agissait de l'évincer de la liste, mais je vais dénoncer à Wetzel, secrétaire du 1^{er} Rayon, dans le bureau des adjoints. Je ne dirai rien sur certains, pas trop reluisants, qui ont disparu de la circulation. Je ne dirai rien sur bien des choses où mon devoir de communiste me commande de me taire, soit sur le passé soit sur le présent.

Mais...

Le Sous-Rayon d'Ivry a-t-il exclu tous ceux qui ont travaillé le 1^{er} Mai ? A-t-il exclu ceux qui, le 1^{er} Août ont travaillé ? S'ils n'ont pas été exclus, ont-ils versé les deux journées intégralement à l'Humanité ?

Pourquoi, le 1^{er} Août, en dehors de l'organisme central du Parti, les élus ont-ils fait une affiche sachant d'avance que certains ne pouvaient mettre le mot d'ordre en application, tandis qu'ils engageaient les ouvriers à chômer.

Où étaient, le 1^{er} Août, les extra-purs du Rayon, du Sous-Rayon, de la Municipalité, etc. ?

Pourquoi faire tout de bluff au sujet du 11 Novembre en disant que le prolétariat a manifesté contre la guerre ?

Depuis que le camarade Marrane est en train de faire courir les amis à Fiancette, nos héros extra-purs sont bien calmes, et pour cause... Les cellules d'usines disparaissent (et celles des jeunes ?), et certains se trouvent bien heureux dans la cellule de rue entre Ivryens : cela forme tout de même une petite section, n'est-ce pas ? Il est vrai que dans le bureau municipal il y en a bien qui sont pour les sections et d'autres qui, se fichent de tout !

Un autre conseiller peu intéressant vient d'adhérer au Parti des « Six », d'autres attendent un moment propice pour jouer Rip.

Maintenant une seule attraction les intéresse ; lancer des défis aux Rayons, aux Sous-Rayons, au profit de l'Humanité, avec certains carnivores du P. C., ayant les dents aussi longues que ma béquille. Et c'est avec ces histoires que l'on remplit la rubrique du 5^e Rayon dans l'Aube Sociale, pour ne pas parler de celle du 4^e Rayon qui est bien pitoyable !

Henri MERIC.

P.S. — Pour répondre à certains purs, je dirai prochainement pourquoi je suis avec les camarades du Libérateur.

H. M.

Déception

La camarade Dumay, épouse du Secrétaire du groupement des Anciens Marins, répondant pour le mieux, en raison de son conformisme, aux exigences de la circulaire parue dans l'Humanité, fut désignée d'emblée pour partir en Russie à l'occasion du XII^e Anniversaire.

Après un court séjour, d'un mois environ, elle revint à Paris. Elle y revint, toujours dans la « ligne », avec toute la naïveté qu'il faut pour ne pas s'en écarter.

Le 5 Décembre au soir, à la Grange-aux-Belles, la délégation rendit compte de son mandat devant seulement cinq cents auditeurs. Malgré le peu d'empressement des « radicaux » et aussi malgré la confusion oratoire des orateurs (si l'on peut dire...), notre camarade demeura ravie de cette soirée.

Quelques jours plus tard, dans la salle étroite et enfumée d'un bistrot de la Villette, une réception enthousiaste lui marqua toute la mesure de son succès.

Aussi, les bureaucrates appointés lui ordonnèrent-ils, pour le Vendredi 13 (?), de quitter le boulot une heure d'avance, afin de se rendre à la Bourse du Travail et de réciter sa leçon aux charcutiers en grève. Nos grévistes, non prévenus, acceptèrent avec courtoisie la camarade Dumay parmi eux, la prenant sûrement pour une copine de leur corporation. Elle demanda la parole. Mais comment donc ! Et en moins de temps qu'il ne faut pour l'écrire, elle fut hissée à la tribune. Mais à peine avait-elle commencé, que les huées fusèrent. Les gens de chez Géo et d'ailleurs s'aperçurent qu'on voulait « les mettre en boîte ». « Ah ! non, assez pas de politique... », crièrent les uns. Les autres allèrent même plus loin dans leurs exclamations. On avait oublié de faire la salle...

Devant cette situation fâcheuse, notre camarade désappointée et confuse, n'apercevant dans la salle aucun visage ami, pas même la « grosse bouille » de Luciani, s'en fut déguê et toute rouge, jurant quelques minutes plus tard à des « en la ligne » qu'on ne la reprendrait plus.

Pauvre ! Pauvre camarade Dumay !

ANNONCES

du
« LIBERATEUR »

Tous Travaux de Peinture.
— Berthier, 12, r. Chevert (7^e).
Conditions spéciales aux camarades.

Camarade expulsé cherche logement 2 pièces une cuisine.
Ecrire au « Libérateur ».

On demande local pour bureaux journal, une ou deux pièces non meublées, prix modéré.
Ecrire au « Libérateur ».